

Swiss Sustainability Gap 2024

BAK
economic intelligence

pour le compte de

la Mobilière

Avant-propos

Une gouvernance d'entreprise responsable est devenue un enjeu prioritaire. En effet, la clientèle est de plus en plus demandeuse de produits et de modèles économiques durables. Du côté du législateur aussi, la pression s'intensifie fortement pour que les entreprises intègrent les aspects de durabilité dans leur quotidien et qu'elles rendent des comptes de manière transparente. Mais comment se présente la réalité dans les entreprises? Pour la première fois, le «Swiss Sustainability Gap» prend leur pouls à l'échelle nationale. L'étude montre que la durabilité est désormais ancrée dans les entreprises, mais il reste encore beaucoup à faire.

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont la colonne vertébrale de l'économie suisse. Leur capacité d'innovation et leur pérennité sont cruciales pour asseoir notre succès économique et remplir les objectifs de la Suisse en termes de développement durable. Une Suisse durable est inconcevable sans ses PME.

Les évolutions en faveur de la durabilité sont en cours en de nombreux endroits, tandis que les exigences réglementaires se multiplient à l'étranger et en Suisse. Ainsi, malgré les défis qu'ils représentent, ces aspects ne sont pas un exercice libre pour de nombreuses entreprises, mais représentent déjà une obligation. En raison de leur potentiel d'amélioration, les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus souvent prises en compte. Les PME n'échappent pas à ces évolutions, que ce soit en raison de leur statut de sous-traitant ou fournisseur de grandes entreprises, ou parce que les pratiques commerciales durables sont devenues pour elles un facteur de succès assorti d'une plus-value économique.

En tant qu'entreprise opérant sur une base coopérative, la Mobilière attache une grande importance au développement durable. Nous en avons une conception holistique, dans ses trois dimensions (économique, sociale et écologique) et assumons notre responsabilité envers l'économie, la société et l'environnement dans notre sphère d'influence. Les PME font partie de notre principale clientèle: une PME sur quatre est assurée à la Mobilière. Avec des initiatives comme le Forum Mobilière, nous aidons les PME à se maintenir en forme pour l'avenir.

Nous avons voulu savoir où se situaient aujourd'hui les entreprises suisses, en particulier les PME, sur la question de la durabilité. À cet effet, nous avons chargé BAK Economics d'étendre sa méthode du «Sustainability Gap» à l'ensemble de la Suisse. Résultat: si la plupart des entreprises intègrent d'ores et déjà les aspects de durabilité au niveau stratégique ou opérationnel, on constate un écart considérable par rapport à un état (théorique) idéal. Cela donne des raisons d'espérer et trace en même temps la voie vers le développement et vers l'action.

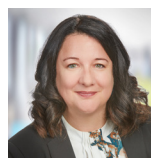
Vous trouverez dans les pages qui suivent les principaux résultats de l'étude et les conclusions qui en sont tirées. Pour finir, nous renvoyons à la «Toolbox Agenda 2030», qui facilite l'entrée en matière des entreprises qui n'en sont qu'aux prémices de leur démarche en matière de développement durable.

Ensemble pour demain: vers un avenir durable, étape par étape!

La Mobilière



Thomas Trachsler
Responsable Assurances
Membre du Comité de direction



Belinda Walther Weger
Responsable Public Affairs
& Développement durable
Membre du Comité de direction élargi

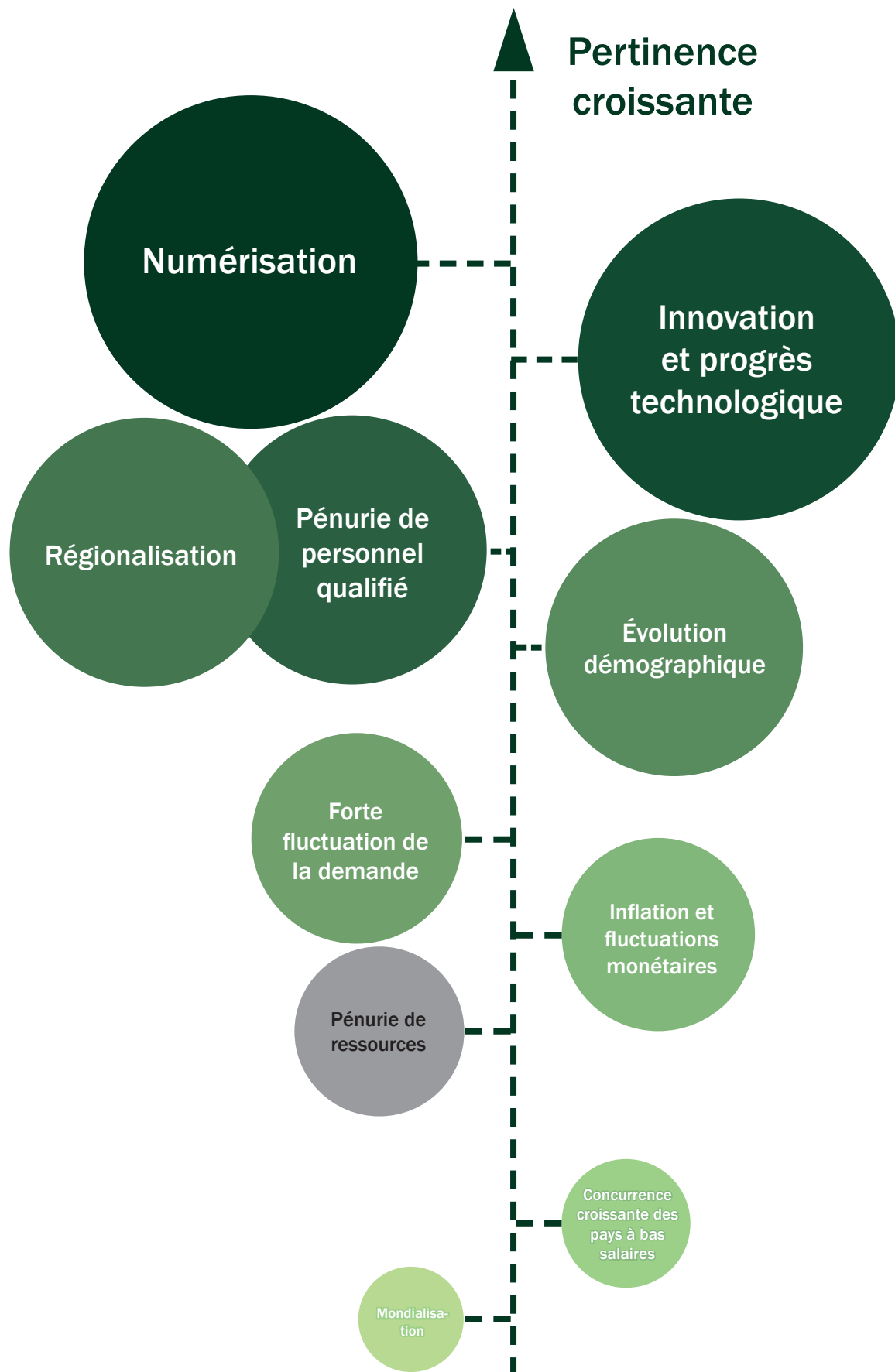


Illustration 1: importance des différents thèmes pour la réussite de l'entreprise

Durabilité: un défi pour l'avenir

La question de la durabilité est sur toutes les lèvres, mais un certain flou règne en parallèle quant aux définitions et exigences des divers concepts, et aux mesures qui en découlent. Pour les entreprises, les questions suivantes continuent de se poser: qu'entend-on concrètement par une orientation durable de l'entreprise? Quelles sont les conséquences sur notre modèle économique de la tendance majeure que constitue la durabilité? Et comment pouvons-nous nous positionner durablement pour l'avenir, et ainsi de manière plus résiliente?

Les petites et moyennes entreprises (PME) manquent rapidement de ressources pour faire face à ces problématiques. Le sujet de la durabilité, en concurrence avec d'autres défis (urgents), passe souvent au second plan. C'est ce que confirment les résultats de notre enquête conduite auprès de quelque 1800 entreprises, dont environ 96% de PME. Il en ressort un tableau clair des priorités: par rapport à d'autres défis urgents comme la numérisation, la raréfaction des ressources, en tant qu'élément de la durabilité écologique, est jugée en moyenne nettement moins importante (illustration 1).

Seul le sujet de la mondialisation et celui de la concurrence croissante des pays à bas salaires sont considérés comme des enjeux encore moins importants. Cela ne signifie toutefois pas que les entreprises ne prennent pas ce problème en considération: une majorité des PME (67,6%) indiquent être prêtes à s'occuper des aspects tels que la raréfaction des ressources et le changement climatique.

Les aspects sociaux du développement durable, à l'instar des conditions de travail, sont considérés par une nette majorité (91%) comme des sujets utiles, ce qui va totalement dans le sens de la perception de la pénurie de main-d'œuvre comme l'un des principaux enjeux actuels. Divers aspects de la gouvernance font également l'objet d'une large approbation: par exemple, 93% des PME considèrent que l'évaluation continue et l'amélioration des processus sont pertinentes.

La présente étude offre une vue d'ensemble de l'état actuel de l'orientation durable des entreprises suisses, dans toute leur diversité, ainsi qu'une classification des potentiels que revêt cette orientation.

Nos cinq points à retenir

1. La durabilité et la performance ne sont **pas forcément contradictoires!**
2. Dans de nombreuses entreprises, les **aspects liés à la durabilité** sont déjà intégrés **dans plusieurs domaines** de la gestion d'entreprise.
3. Il existe encore un **potentiel évident** pour une meilleure prise en compte des aspects de durabilité, que ce soit sur le plan opérationnel ou stratégique.
4. Les entreprises sont **davantage** au rendez-vous sur le plan **stratégique** qu'opérationnel: le besoin est identifié, c'est la mise en œuvre qui pose problème.
5. Les PME rencontrent des difficultés, car elles manquent de **ressources** (mot clé: gouvernance), **mais leur contribution est centrale**: les meilleures pratiques et les aides peuvent faire office de guide.

Méthodologie du Swiss Sustainability Gap

Le Swiss Sustainability Gap mesure l'écart entre la prise en compte maximale possible du développement durable dans la stratégie et les activités opérationnelles et la prise en compte effective en l'état actuel des choses. Le «gap» (écart) est calculé sur la base d'une enquête menée auprès des entreprises suisses.

Cette approche a la particularité de mettre l'accent sur l'orientation stratégique et opérationnelle. À travers notre analyse, nous regardons ainsi vers l'avenir. Par ailleurs, la durabilité est examinée comme un concept global, qui met en avant les synergies entre les dimensions écologique, sociale et économique.

Quelque 1800 entreprises de tous les secteurs et de toute la Suisse ont participé en 2024 à l'enquête sur laquelle repose le Sustainability Gap. La structure des tailles des entreprises ainsi que les parts du secteur de la production et de celui des services reflètent bien la population de base suisse.

En ce qui concerne la répartition par secteur, l'industrie et le bâtiment sont légèrement surreprésentés dans l'échantillon. Cette légère disproportionnalité est sciemment admise dans les principaux résultats. Les branches surreprésentées se caractérisent généralement par une consommation plus importante de ressources et seraient aussi plus fortement pondérées selon le principe du pollueur-payeur (important pour la transformation écologique).

Résultats 2024

Le Swiss Sustainability Gap 2024 (illustration 2) s'élève à 44,8 points d'indice (pts). Il se compose d'un score de 38,3 pts pour la composante stratégique et de 51,4 pts pour la composante opérationnelle, lesquelles sont pondérées à l'identique dans le résultat global. L'écart est une valeur située entre 0 et 100, sachant qu'une valeur de 0 signifierait une entière prise en compte des thématiques de durabilité, à la fois dans les activités opérationnelles et dans l'orientation stratégique de l'entreprise. Dans ce cas, toutes les entreprises auraient évalué au plus haut niveau possible l'ensemble des questions prises en compte (adhésion totale, transposition complète, etc.). Ainsi, plus la valeur de l'écart est faible, plus les entreprises sont en moyenne durables. Un large éventail de questions concernant les divers aspects d'une gestion d'entreprise durable entrent en ligne de compte dans l'écart.

Les résultats affichent en moyenne une valeur médiane pour l'écart, sachant que les principes de durabilité sont davantage intégrés sur le plan stratégique qu'ils ne sont mis en œuvre sur le plan opérationnel. En d'autres termes, dans les domaines où les entreprises ont déjà conscience de l'importance de la problématique, on note un retard à combler en termes de mise en œuvre. Un potentiel général existe en particulier pour les composantes écologiques de l'écart.

Parallèlement au calcul de l'écart comme indicateur global, plusieurs questions concernant des sous-aspects de la durabilité vont être passées au crible dans la suite de l'étude. Sauf indication contraire, les divers graphiques s'appuient sur les données de l'enquête actuelle.

Le Swiss Sustainability Gap 2024

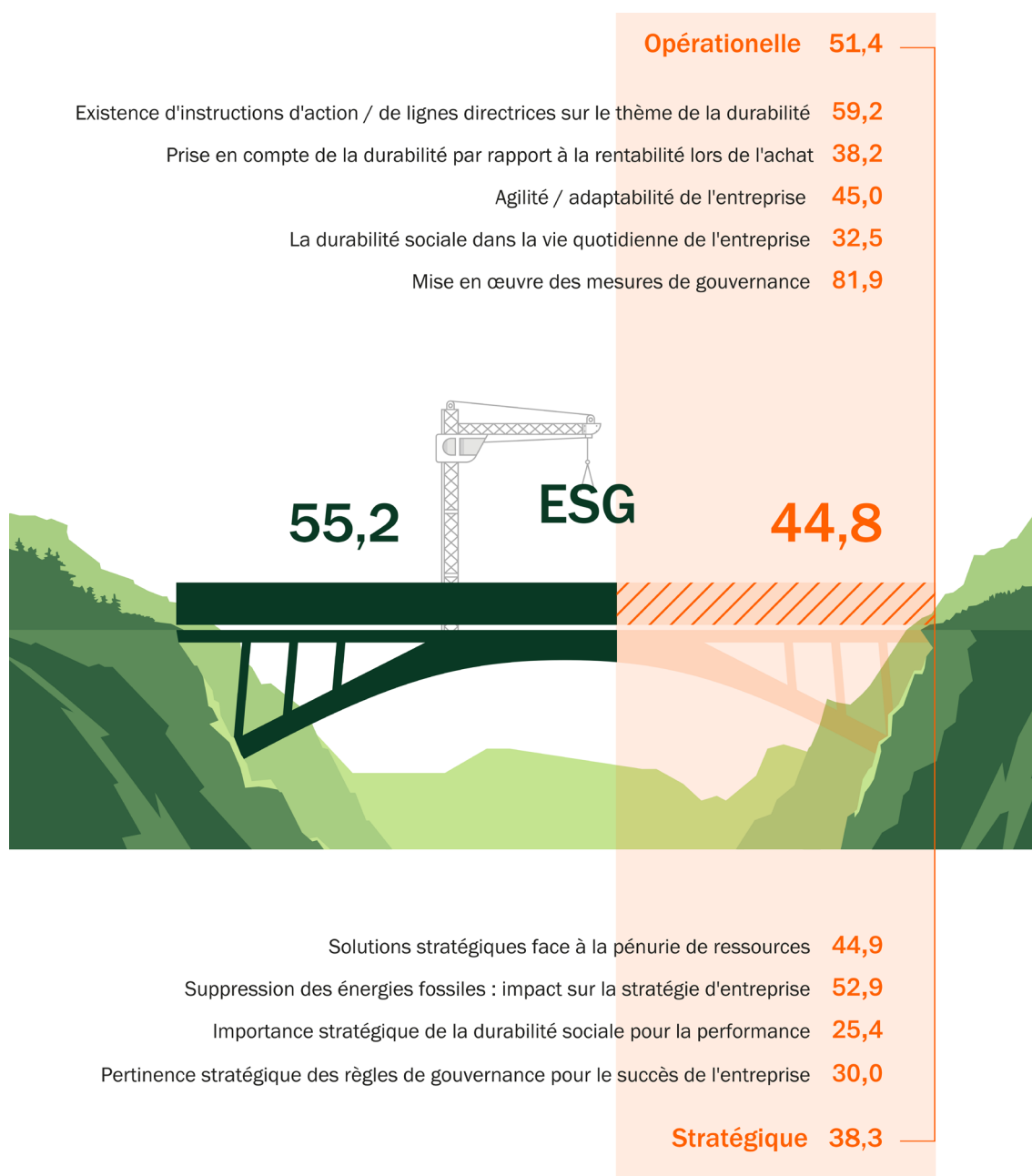


Illustration 2: Swiss Sustainability Gap 2024, résultat global et sous-composantes

L'écart 2024 dans toute sa diversité

En tenant compte des divers sous-groupes de l'échantillon d'entreprises, de nettes différences apparaissent dans les sous-composantes respectives dont se compose l'écart moyen (illustrations 3 à 5).

Production vs. service: y a-t-il de grandes différences?

Les écarts constatés pour les entreprises de service et les entreprises de production sont très proches les uns des autres. Le fait pour une entreprise d'opérer dans le secteur des services ou dans celui de la production n'a donc pas d'impact significatif sur son positionnement en termes de durabilité (illustration 3).

Les régions linguistiques présentent-elles des différences?

On observe une plus grande différence dans les écarts constatés en fonction de la région linguistique. Si l'écart mesuré en Suisse alémanique est de 45,3 pts, l'écart moyen des cantons où l'allemand n'est pas la langue officielle (Jura, Genève, Neuchâtel, Vaud et Tessin) est nettement plus faible, avec une valeur de 41,9 pts (illustration 4).

La taille de l'entreprise fait-elle la différence?

Des différences significatives s'affichent dans les résultats selon la taille des entreprises (illustration 5). On constate ici que plus l'entreprise est petite, plus l'écart est grand, tant au niveau stratégique qu'opérationnel. Si ce résultat se vérifie à travers les divers domaines de questionnement et aspects de la durabilité, il devient particulièrement important pour les questions ayant trait aux sujets de gouvernance et aux processus d'entreprise.

Telle stratégie, tel quotidien opérationnel?

Quel que soit le sous-domaine considéré, il est frappant de constater que la composante stratégique tire toujours davantage son épingle du jeu que la composante opérationnelle, axée sur la mise en œuvre.

La suite de l'étude propose un approfondissement de ces résultats. Plusieurs thèmes prioritaires jouent un rôle à cet égard, à commencer par l'accent mis sur les PME, qui possèdent une importance particulière pour l'avenir d'une économie durable.

Sous-écarts en fonction des caractéristiques

Illustration 3: écart selon le critère «services vs. production»

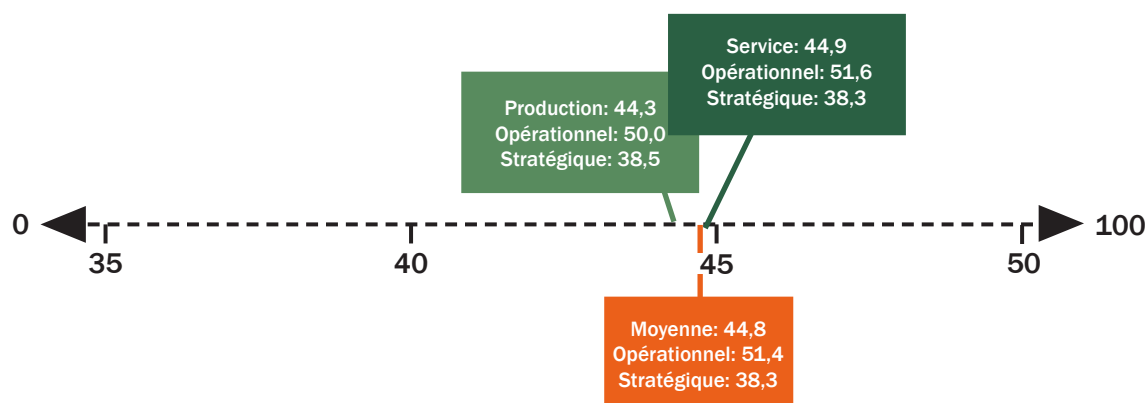


Illustration 4: écart selon la région linguistique

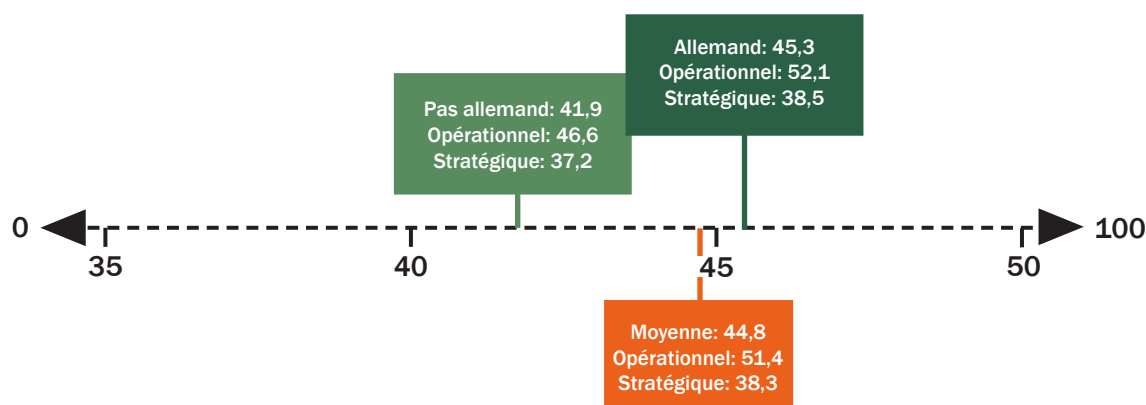
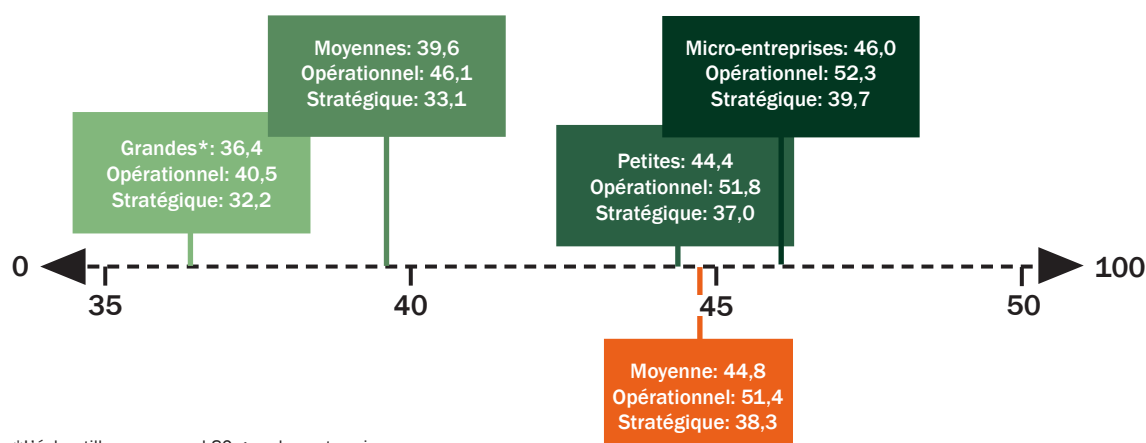


Illustration 5: écart selon la taille des entreprises

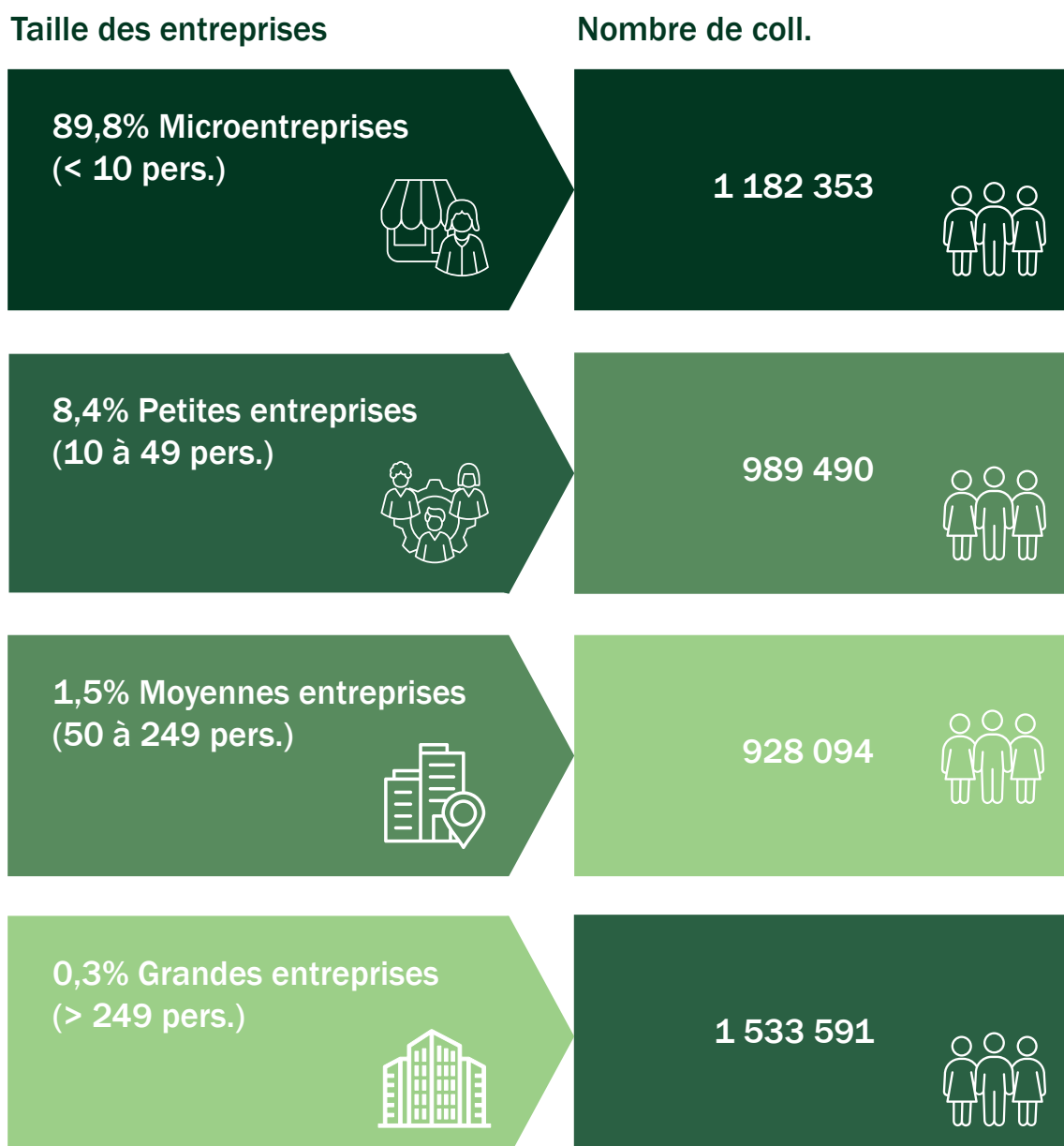


*L'échantillon comprend 80 grandes entreprises.

Coup de projecteur sur les PME

L'économie suisse se compose à 99% de microentreprises ainsi que de petites et moyennes entreprises. Ce groupe des PME est aussi très hétérogène. Les défis quotidiens d'une entreprise de 200 personnes sont très différents de ceux d'une entreprise de 15 personnes. Les ressources disponibles et leur utilisation peuvent également être très variables d'une entreprise à l'autre. Néanmoins, toutes les entreprises opèrent dans un environnement économique similaire.

Illustration 6: structure des entreprises en Suisse en fonction de la catégorie de taille et du nombre de collaboratrices et collaborateurs



Année de référence 2021, source: Office fédéral de la statistique

Autre taille, autres défis et opportunités

Interrogées sur les diverses mesures en termes de durabilité, 20,9% des entreprises indiquent employer une personne chargée des questions de durabilité (illustration 7). Si elles sont 19,1% parmi les petites entreprises, elles sont tout de même 34,9% parmi les entreprises de taille moyenne et 67,2% parmi les grandes entreprises, ce qui montre que les PME souffrent d'un manque de capacités et de structures. Le tableau est le même en ce qui concerne l'établissement de rapports sur le développement durable et l'objectif du zéro net: seules 5,3% des PME rédigent un rapport sur le développement durable ou ont un plan de mesures pour l'objectif du zéro net. Chez les grandes entreprises,

59,7% établissent un rapport et 32,3% proposent un plan d'action. Si les réglementations existantes peuvent aussi expliquer ces différences, toutes sortes de règles de gouvernance sont aussi jugées bien plus importantes par les grandes entreprises que par les PME. Parallèlement, une petite taille d'entreprise apporte aussi un avantage certain: l'agilité (illustration 8). Souvent, les plus petites entreprises peuvent s'adapter plus rapidement aux nouvelles exigences du marché. Les pages suivantes reprennent la perspective des petites entreprises sur les différents thèmes et montrent leur comportement de réponse par rapport à la moyenne de toutes les entreprises.

Illustration 7: présence d'un-e responsable de développement durable dans l'entreprise

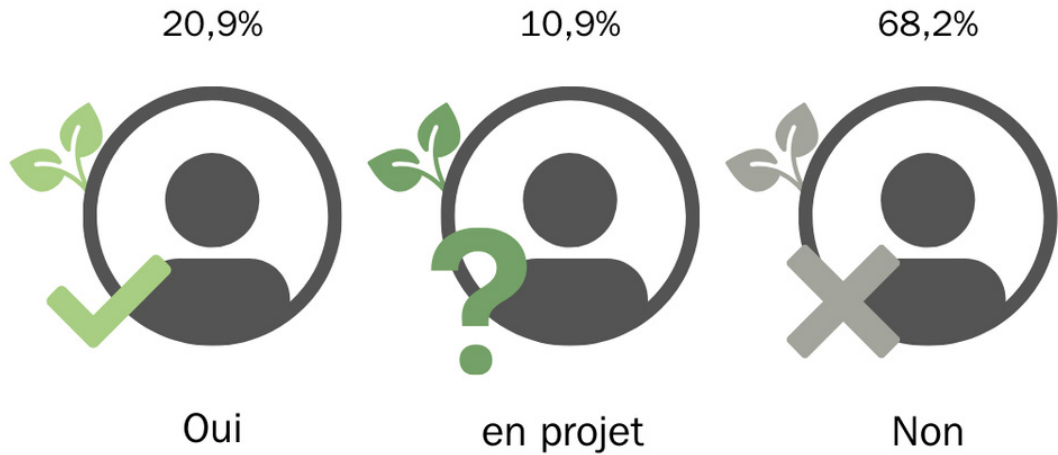


Illustration 8: plus l'entreprise est petite, plus elle est agile: capacité d'adaptation aux évolutions du marché

	Micro	Petites	Moyennes	Grandes
Horizon de produit court, rapidité d'adaptation	55%	42%	30%	18%
S'équipe pour s'adapter rapidement	9%	16%	24%	32%
Modèle économique constant, lenteur d'adaptation	36%	42%	46%	50%

Taille de l'entreprise: < 10 pers. = micro; 10 à 49 pers. = petite; 50 à 249 pers. = moyenne; > 249 pers. = grande

Durabilité et performance: une contradiction?

Pour réussir la transition énergétique et la transformation de la Suisse en un pays climatiquement neutre, il est nécessaire d'adopter une nouvelle perspective sur les objectifs de durabilité: les efforts de durabilité doivent être désormais appréhendés comme un facteur de profit.

La durabilité sociale est déjà largement établie en tant que facteur favorisant la productivité, notamment en raison de la pression croissante qui pèse sur le marché du travail. Pour que les entreprises puissent attirer une main d'œuvre qualifiée en ces temps de pénurie de main-d'œuvre spécialisée, l'offre de conditions de travail favorables et de prestations comme la promotion de la santé et les possibilités de formation continue joue un rôle croissant.

Les composantes écologiques sont également importantes dans l'orientation durable des entreprises, également en ce qui concerne la performance économique. Par exemple, la réduction des coûts grâce à une utilisation plus efficace ou l'économie des ressources jouent un rôle important.

À long terme et à condition d'être correctement adaptée et mise en œuvre, une stratégie d'entreprise écologiquement durable, intégrée dans une orientation globalement durable, peut impacter positivement le succès de l'entreprise. Les possibilités de mesures sont variées. L'exemple ci-dessous illustre les diverses dimensions.

Exemple de la «culture du vélo»: à quoi peuvent ressembler des synergies économiques et durables?



La santé des salariés est un sujet crucial pour les entreprises, d'autant plus en ces temps de pénurie de main d'œuvre qualifiée: pratiquer davantage d'activité physique a un effet positif sur la santé psychique et physique du personnel.



Les entreprises peuvent prendre des mesures pour aider leurs collaboratrices et collaborateurs à davantage utiliser le vélo pour se rendre au travail (leasing, parking...).



Cette mesure favorise la transformation du secteur des transports en faveur d'une mobilité durable.



La mesure est judicieuse sur le plan de la durabilité écologique et sociale.



Il en ressort des effets potentiellement positifs pour la performance de l'entreprise, par exemple grâce à la baisse du nombre de jours de maladie ou à une plus grande satisfaction du personnel.

Durabilité et performance ne sont pas contradictoires!

L'analyse montre qu'une large majorité des entreprises ont d'ores et déjà identifié les synergies entre les pratiques durables et les résultats de l'entreprise: elles soulignent que de bonnes conditions de travail et une grande diversité ont des retombées positives sur la productivité et la réussite de l'entreprise.

Illustration 9: de bonnes conditions de travail engendrent des coûts, mais sont économiquement rentables grâce aux économies réalisées ailleurs et à la hausse de la productivité (%)



Illustration 10: une plus grande diversité au sein de l'équipe est souhaitable pour le succès de l'entreprise (%)



Comparatif concernant les petites entreprises:

Réponse moyenne
(1-4 ; accord maximal = 4)

Conditions de travail Diversité

- | | | |
|--------------------------------------|-----------|-----------|
| • Moins de 10 / moins de 50 pers.: | 3,3 / 3,4 | 2,9 / 3,0 |
| • Plus de 49 pers.: | 3,4 | 3,2 |
| • Moyenne de toutes les entreprises: | 3,3 | 3,0 |

Ces estimations se retrouvent aussi dans l'orientation opérationnelle: parmi les 91% d'entreprises qui considèrent que de bonnes conditions de travail sont profitables (illustration 9), 94,8% indiquent mettre en œuvre l'égalité salariale et 89,3% des conditions de travail flexibles. Parmi les 76% qui considèrent que la diversité a des effets positifs sur les résultats de l'entreprise (illustration 10), 83,2% tiennent déjà compte de la diversité et de l'inclusion dans leurs décisions. Les thèmes écologiques sont considérés comme moins importants pour le succès de l'entreprise qu'une multitude d'autres thèmes (illustration 1).

Parmi les quelque 32% d'entreprises qui ne se préoccupent pas de l'avenir au sens du changement climatique et de la raréfaction des ressources, un tiers (37,5%) indiquent néanmoins avoir des lignes de conduite pour économiser l'électricité et l'énergie.

C'est un signe que les mesures en faveur de la durabilité écologique peuvent aussi être considérées comme utiles sur le plan économique, peu importe si le bénéfice est significatif dans le cadre de la gestion de la pénurie de ressources ou de l'atteinte des objectifs climatiques pour l'entreprise.

Thème central: consommation d'énergie et de ressources

De nombreuses ressources que nous utilisons au quotidien sont limitées. En plus du passage aux ressources renouvelables, la gestion prudente de celles-ci est primordiale.

Les entreprises peuvent transposer plusieurs principes de gestion durable des ressources. Après tout, cela permet d'économiser non seulement des ressources, mais aussi des moyens financiers qui peuvent être réalloués ailleurs.

Une autre question importante qui se pose concerne la manière dont est gérée l'énergie qui est consommée au cours du cycle de vie du produit.

Si l'énergie grise (définition en page 13) était intégrée dans le bilan de l'entreprise, le principe du pollueur payeur serait appliqué à la consommation d'énergie, ce qui contribuerait à une vision internalisée des coûts énergétiques.

Efficacité

Le fil directeur de l'efficacité réside dans l'utilisation optimisée des ressources, autrement dit une productivité des ressources maximale.

Exemple: lors de l'achat d'une installation frigorifique, c'est l'appareil affichant la plus haute efficacité énergétique qui est choisi.

Sobriété

On entend par «sobriété» l'utilisation modérée de biens et l'économie ciblée de ressources, là où celles-ci ne sont pas absolument nécessaires.

Exemple: utilisation des offres de partage de voitures à la place de l'achat d'un véhicule pour une flotte d'entreprise.

Consistance

Une transition vers l'utilisation de ressources qui exploitent durablement les services écosystémiques, telle est la définition de la consistance.

Exemple: au lieu d'une eau en bouteille, le personnel dispose de l'eau du robinet (gazéifiée).

Mise en œuvre d'une consommation durable des ressources

Dans leur majorité, les entreprises interrogées respectent déjà les différents principes de durabilité. Le tableau suivant (illustration 11) montre la part des entreprises qui intègrent plutôt ou pleinement les divers principes.

Illustration 11:

	Production	Services
Efficacité	90,8%	91,4%
Sobriété	90,9%	92,5%
Consistance	78%	81,3%

L'écart entre le secteur de la production et le secteur des services est faible pour les trois principes de durabilité analysés, bien qu'il existe de nettes différences dans l'utilisation des ressources entre les secteurs:

les entreprises de production ont souvent de longues chaînes d'approvisionnement pour leurs ressources ou leurs produits intermédiaires et utilisent nettement plus de ressources physiques que les entreprises de services, dont le premier facteur de production est souvent le capital humain.

On note par ailleurs que le principe de consistance fait l'objet d'une attention globalement plus faible. Ici aussi, il se peut que les chaînes d'approvisionnement et le manque de choix de produits intermédiaires respectueux des écosystèmes jouent un rôle.

D'où cette question: jusqu'à quel point devrait-on aussi tenir compte lors des achats de la réflexion sur le degré de durabilité avec lequel un produit a été fabriqué et une ressource exploitée? Les entreprises interrogées se positionnent assez clairement à ce sujet, comme le montre l'illustration 12.

Illustration 12: l'énergie grise devrait être davantage intégrée dans l'analyse globale de la consommation d'énergie (%)



Comparatif concernant les petites entreprises:

Réponse moyenne
(1-4 ; accord maximal = 4)

- Moins de 10 / moins de 50 pers.: 3,2 / 3,2
- Plus de 49 pers.: 3,4
- Moyenne de toutes les entreprises: 3,3

Énergie grise



À la différence de l'énergie qui est directement consommée, comme la consommation d'électricité par les appareils électriques, l'énergie «grise» désigne l'énergie qui est consommée pour la fabrication des biens et des produits intermédiaires utilisés.

Aspects de la durabilité à l'ère du numérique

Une orientation durable de l'entreprise comporte de multiples aspects et interfaces avec toutes sortes d'axes thématiques. On peut citer, par exemple, l'optimisation des processus, le développement des produits et l'innovation: tous ces facteurs jouent un rôle, également pour les entreprises interrogées.

Une bonne moitié des entreprises s'attend à ce que le progrès technologique résolve,

au moins en partie, la problématique du changement climatique et de la pénurie de ressources.

Il est un domaine qui, en même temps que la technologisation et les avancées de la numérisation, occupe de plus en plus le devant de la scène: la gouvernance des données, soit les règles et les mécanismes de gestion des données.

Illustration 13: notre entreprise n'a pas besoin de se préparer à un avenir aux ressources limitées, car les progrès technologiques nous permettront de gérer les problèmes de changement climatique et de raréfaction des ressources. (%)



Comparatif concernant les petites entreprises:

Réponse moyenne (1-4 ; accord maximal = 4)

- Moins de 10 / moins de 50 pers.: 2,5 / 2,3
- Plus de 49 pers.: 2,1
- Moyenne de toutes les entreprises: 2,4

Illustration 14: les directives relatives à la protection des données sont-elles importantes pour le succès de l'entreprise à long terme? (mot clé: gouvernance des données) (%)



Comparatif concernant les petites entreprises:

Réponse moyenne (1-4 ; accord maximal = 4)

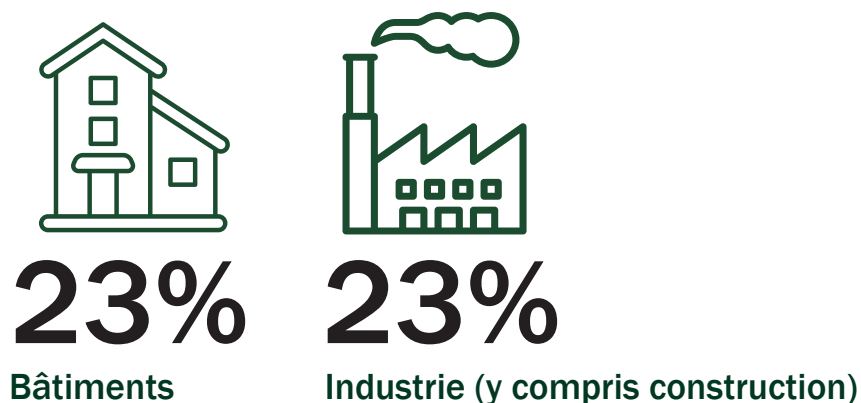
- Moins de 10 / moins de 50 pers.: 2,9 / 3,0
- Plus de 49 pers.: 3,1
- Moyenne de toutes les entreprises: 3,0

Coup de projecteur sur le secteur de la construction

Le secteur de la construction génère de grandes quantités d'émissions de gaz à effet de serre, par exemple en raison de la fabrication de ciment. De plus, la construction et l'exploitation des bâtiments constituent un important levier de réduction des émissions, étant donné leurs besoins en énergie. Le développement et l'utilisation de matériaux de construction (plus) durables et le recours à l'économie circulaire sont des facteurs essentiels à l'avènement d'un futur durable, au même titre que les modes de construction et d'exploitation des bâtiments économes en énergie. Mais

il n'y a pas que sur le plan de l'importance écologique et de son potentiel que le secteur de la construction se démarque. Il se caractérise aussi par ses spécificités sur le marché du travail ainsi que par une proportion importante aussi bien d'entreprises de production que de services. Notre enquête montre qu'environ la moitié des entreprises de construction se considèrent comme armées face à un avenir aux ressources limitées. Mais parmi les entreprises de production, on note une part significative qui n'ont pas encore trouvé de pistes en matière de solutions (23%).

Illustration 15: part dans les émissions de gaz à effet de serre en Suisse en 2022



Source: Office fédéral de l'environnement OFEV

Illustration 16: existe-il déjà des pistes quant à la manière dont l'entreprise peut réussir économiquement, y compris dans un environnement aux ressources limitées? (%)

Construction - production



Construction - service



En route...

La Suisse s'est engagée sur la voie d'un avenir climatiquement neutre. Des objectifs climatiques ont déjà été définis à différents niveaux politiques. La Confédération a fixé l'année 2050 comme échéance officielle du zéro net; certains cantons, tout comme certains États, se montrent plus ambitieux (Bâle-Ville 2037, Zurich 2040).

Pour l'instant, on ne sait pas encore comment le monde politique peut imposer d'atteindre ces objectifs. Tandis que l'UE mise fortement sur la réglementation, en Suisse, l'obligation de présenter un rapport, par exemple, est encore mise œuvre sur la base de principes.

La tarification du CO₂ joue d'ores et déjà un rôle important dans la gestion de l'énergie. Les prix du système suisse d'échange de quotas d'émission sont liés à ceux du marché de l'UE. Il faut s'attendre à une augmentation significative des prix dans les décennies à venir.

En Suisse aussi, la réglementation ESG est appelée à se renforcer dans un avenir pro-

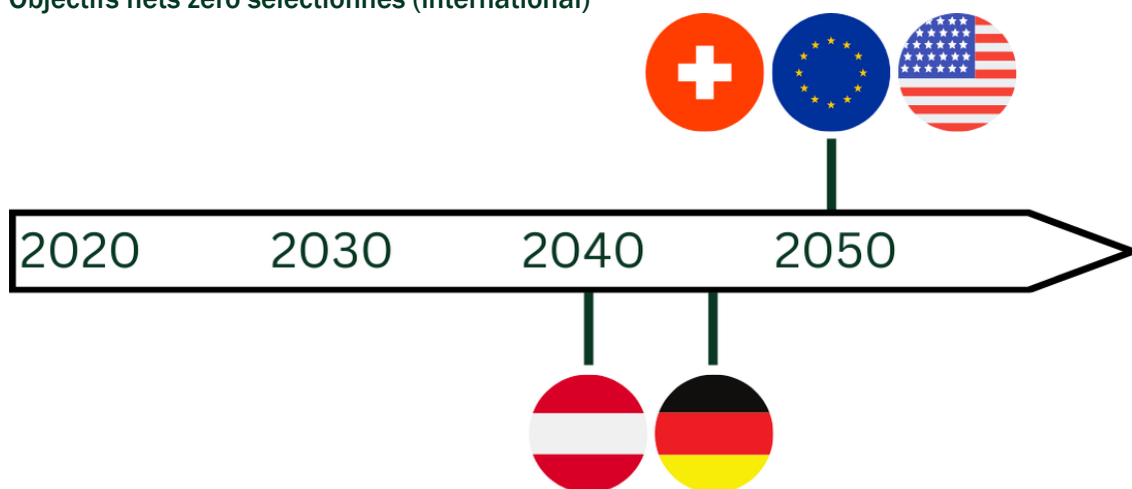
che. Le Conseil fédéral souhaite harmoniser les règles pour une gouvernance d'entreprise durable au niveau international et contraindre plus d'entreprises à présenter un rapport sur le développement durable.

Certes, les PME seront d'abord exemptées de telles règles. Toutefois, la plupart d'entre elles seront de plus en plus concernées. De nombreuses PME interviennent dans les chaînes de création de valeur des (grandes) entreprises, pour lesquelles ces règlements deviendront contraignants.

Cela pourrait donc bientôt devenir un facteur de compétitivité pour les PME également de se positionner à temps comme une entreprise durable afin d'assurer la conformité nécessaire avec les clients et l'environnement global de l'entreprise.

Une orientation durable et de bonnes performances par rapport à la concurrence peuvent être mises en avant pour conquérir une nouvelle clientèle, mais aussi comme argument dans l'octroi de crédits par les banques, par exemple.

Objectifs nets zéro sélectionnés (international)



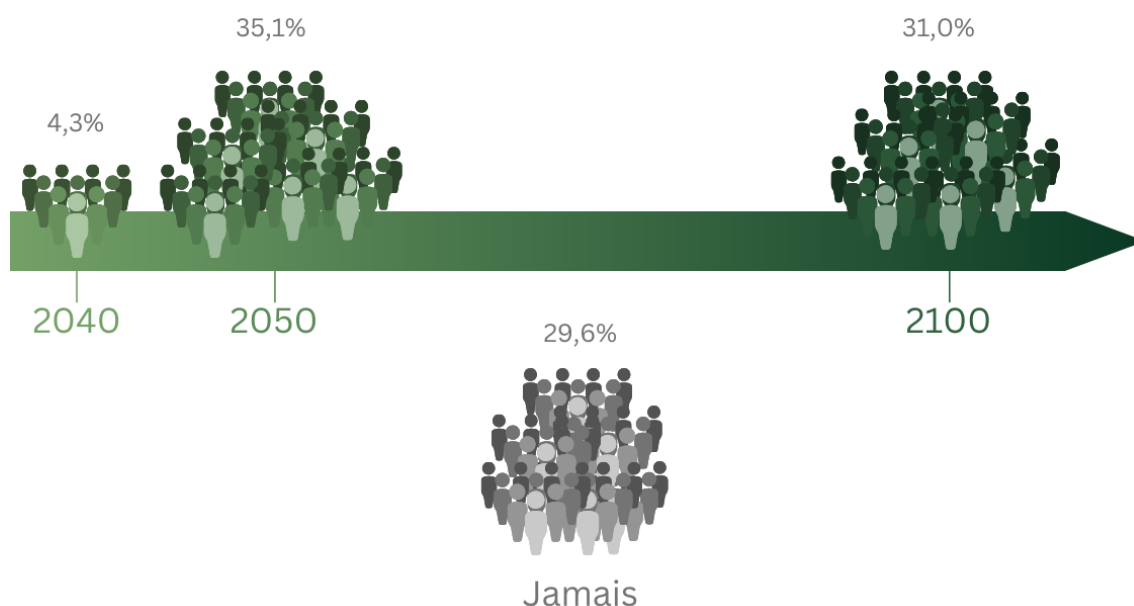
Source: BAK Economics, Handelsblatt, EnergieSchweiz

... vers l'avenir

Nos analyses montrent que peu d'entreprises partent du principe que la Suisse fonctionnera sans énergies fossiles d'ici à 2040. Même l'objectif 2050 est considéré comme réalisable par seulement 35% des entreprises. Presque un tiers des entreprises s'attendent même à ce que la Suisse ne puisse jamais se passer des énergies fossiles.

Notons que même parmi les 29% des entreprises qui considèrent impossible la sortie des énergies fossiles en Suisse, 51,4% indiquent tout de même avoir déjà des pistes de solutions pour permettre une réussite économique dans un environnement aux ressources limitées; 57,3% déclarent s'intéresser à la question du changement climatique et de la raréfaction des ressources.

Illustration 17: quand la Suisse fonctionnera-t-elle sans énergies fossiles?



Peu de PME ont des plans concrets

Seules 7,6% des PME ont défini un plan pour atteindre l'objectif du zéro net, tandis que 25,6% n'ont pas de plan actuellement, mais prévoient d'en établir un indépendamment des obligations. Parmi les entreprises qui ont déjà défini un plan, la plupart tablent sur une Suisse sans énergies fossiles en 2050. Néanmoins, une part significative (44,4%) s'attend à ce que la sortie des énergies fossiles ne soit réalisée qu'après 2100 ou ne le soit jamais.

Ces résultats montrent que les entreprises sont prêtes, indépendamment de leur appréciation personnelle, à s'orienter vers la durabilité.

En parallèle, il est aussi évident qu'il faut un plan concret pour une orientation durable de l'entreprise.

Ressources et outils utiles

La «Toolbox Agenda 2030» de la Confédération pour les entreprises



TOOLBOX AGENDA 2030

La «Toolbox Agenda 2030» fournit aux entreprises une aide pratique pour se positionner et s'orienter dans le sens de l'agenda 2030.

Les éléments suivants sont inclus dans l'offre:

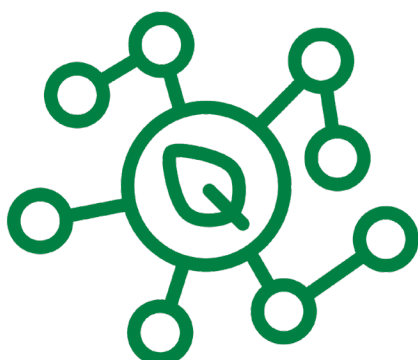
- Recueil d'informations sur la question de la durabilité
- Exemples pratiques très variés
- Guide pour une approche stratégique
- Conseils sur les offres de soutien et les programmes de promotion

Accéder à la Toolbox:



www.business.toolbox-agenda2030.ch/fr

Réseaux et acteurs régionaux en matière de développement durable



Différents réseaux régionaux consacrés au développement durable constituent une autre source d'information. Ces regroupements d'acteurs régionaux de l'économie, des organisations et de la société civile s'adressent expressément aussi aux petites entreprises régionales, et offrent un réseau pour échanger et se soutenir mutuellement.

Éditeur

BAK Economics AG

Interlocutrice

Louisa Hugenschmidt

Cheffe de projet

T +41 61 279 97 15

louisa.hugenschmidt@bak-economics.com

Équipe de projet

Miriam Balli

Michael Grass

Andrea Kunnert

Adresse

BAK Economics AG

Güterstrasse 82

CH-4053 Bâle

T +41 61 279 97 00

info@bak-economics.com

www.bak-economics.com

© 2024 by BAK Economics AG

Tous droits réservés

